

production de porcs de la catégorie A ne suffit pas aujourd'hui, même s'il y a un écart entre les prix versés par les salaisons en plus de la prime. On constate souvent que les producteurs, par diverses méthodes de production, touchent un rendement net plus considérable en élevant des porcs de la catégorie B. Je demande qu'on accroisse la prime à l'égard des porcs de la catégorie A pour stimuler davantage au Canada la production de porcs de cette catégorie.

C'est important pour diverses raisons. Nous avons vu que nos marchés et nos exportations aux États-Unis ont augmenté. J'ai pu le constater sur place, les producteurs des États-Unis font de grands progrès pour ce qui est d'accroître la qualité de leurs porcs. Sous le rapport de la qualité, leur expérience est bien inférieure à la nôtre. De fait, il est plutôt intéressant de constater qu'un des principaux livres de référence sur les méthodes canadiennes de production des porcs a été préparé par la Division américaine des recherches du ministère de l'Agriculture de ce pays et il a été publié en avril 1958. Environ un an auparavant, on avait envoyé une commission, ou un groupe, au Canada, afin d'y étudier les méthodes de classification, d'élevage et de sélection que nous avons adoptées dans le commerce du porc au cours des 30 années précédentes.

Les ventes, aux États-Unis, se font toujours sur pied et que la qualité des produits du porc y est bien au-dessous de la nôtre, mais on y prend des mesures importantes afin d'améliorer la situation. On est surtout en train de réaliser des progrès dans le Mid-Ouest, c'est-à-dire dans l'Indiana, l'Illinois, l'Iowa, le Michigan et ainsi de suite. Des stations expérimentales relevant de l'État, comme celle du ministère américain de l'Agriculture située à Beltsville, Maryland, examinent également de très près le problème. Donc, pour maintenir et améliorer notre marché aux États-Unis et affronter la concurrence, comme nous devons peut-être importer de nouveau des États-Unis, il est extrêmement important que nous améliorions la qualité de nos porcs.

J'ajouterai que les débouchés britanniques sont également importants. De plus les méthodes dont a parlé cet après-midi le ministre de l'Agriculture à l'égard des modes de soutien du porc par l'État sont probablement excellentes. Si nous suivons, cet automne, la méthode qu'il a préconisée, nous nous retirerons du marché d'achats des porcs. Nous instituerions probablement un régime de contingentement d'après lequel des versements d'appoint seraient versés seulement sur un certain nombre de porcs et il ne réglerait pas,—et je pense que ceci est très important,—le nombre total des porcs que tout producteur peut amener sur le marché. Il

réglementerait les versements d'appoint qu'il pourrait recevoir, mais pas le nombre de porcs qu'il pourrait effectivement élever.

Ce point est très important, et voilà mon impression et celle de bien des producteurs. Nous avons besoin d'aide, c'est entendu, mais plus nous recevons d'aide de l'État au delà d'un certain point, plus nous perdons notre indépendance et le droit de fixer nos propres systèmes d'écoulement. Voilà quelques réflexions que je voulais présenter et qui, à mon avis, sont très importantes pour l'industrie porcine du Canada.

**Mr. Argue:** Je tiens en tout premier lieu à dire au ministre de l'Agriculture que je le remercie beaucoup d'avoir répondu de façon complète ce matin et cet après-midi aux déclarations formulées aujourd'hui et précédemment au cours de ce débat. J'espère qu'on me pardonnera de dire que certains de ses collègues du cabinet devraient prendre exemple sur lui car j'estime que le genre de débat que nous pouvons avoir au Parlement est grandement facilité si le ministre responsable des crédits en discussion répond de façon satisfaisante et complète.

Je ne tenterai pas de contester les données statistiques qui ont été consignées dans le hansard d'hier soir par le ministre des Finances suivant lesquelles l'accroissement du revenu net serait de 24 p. 100, ni aucune autre statistique officielle produite par le ministre ou les ministères du gouvernement. Je pense que les ministres ont certainement examiné ces données très soigneusement avant d'oser les présenter à la Chambre des communes comme étant des données authentiques. J'estime toutefois que la raison principale, ou l'une des raisons principales du changement intervenu dans le revenu net c'est l'expansion colossale de la production agricole. Le ministre de l'Agriculture a souligné différents points à différentes reprises.

Certaines fois, il nous dit que tout va bien dans l'agriculture ou que l'agriculture est en meilleure posture qu'elle n'a été depuis 1951. Puis, dans d'autres discours, il souligne que la production est très élevée, qu'à moins que les producteurs n'usent de prudence pour prévenir d'autres augmentations de la production ou pour, en fait, réduire la production, la politique du gouvernement devra viser à réduire les prix ou le soutien.

La production a augmenté de façon considérable. Cet après-midi, le ministre de l'Agriculture a cité des chiffres. Je les ai notés à la hâte et ceux que j'ai sous les yeux ne sont peut-être pas tout à fait exacts mais, d'après mes notes, il aurait dit qu'en 1957, on a produit au Canada 279 millions de livres de viande de volaille. En 1958, la production a atteint 346 millions de livres.